



Gaza sous les bombes : halte au massacre du peuple palestinien !

Les Gazaouis privés depuis 75 ans de terre, et depuis le 9 octobre d'eau, d'électricité et de gaz vivent à l'heure des sirènes. Bombes au phosphore blanc, immeubles effondrés, destruction d'hôpitaux et de lieux de cultes, exodes... sont maintenant leur quotidien.

Macron espérait étouffer toute expression de solidarité à leur égard. Mais les manifestations ont quand même eu lieu, et suite à l'opiniâtre bataille menée par plusieurs collectifs de solidarité avec la Palestine et organisations du mouvement ouvrier, dont le NPA, les tribunaux ont dû annuler les interdictions de manifester voulues par Darmanin. Dimanche 22, un rassemblement à Paris a réuni entre 15 000 et 30 000 personnes. Rendons-nous plus massivement encore aux prochains rassemblements !

Solidarité internationale

Au Caire, à Alger ou à New York, des dizaines de milliers de musulmans, chrétiens, juifs ou athées se mobilisent contre le carnage que subit le peuple palestinien. En Égypte, le dictateur Al-Sissi (décoré de la légion d'honneur par Macron), allié d'Israël et ennemi des Palestiniens qu'il assiège en refusant d'ouvrir la frontière de Rafah, a dû autoriser la première manifestation, lui qui les avait toutes interdites depuis 2013. Au cours de celle-ci les classes populaires égyptiennes ont pu exprimer leur soutien à leurs sœurs et frères palestiniens. Une même indignation a conduit des centaines de Juifs américains à occuper le Capitole à Washington et à affronter la police pour dénoncer les crimes commis en leur nom par l'État sioniste.

Qui terrorise qui ?

En France, le gouvernement ne se saisit pas seulement du conflit pour réaffirmer son soutien à son allié impérialiste dans la région ; il accentue son cours autoritaire. Les rassemblements en solidarité avec les Palestiniens sont interdits car assimilés à un soutien au Hamas. Dans le Nord, un tract de la CGT rappelant « les horreurs de l'occupation illégale » de l'État hébreu, assimilé à de l'apologie du terrorisme, a valu au secrétaire départemental de la CGT, interpellation et mise en garde à vue !

« Terrorisme » : aujourd'hui, ce mot est utilisé pour nous faire taire sur la Palestine. Mais Macron veut restreindre la liberté d'expression en général et faire taire toutes les dissidences.

La terreur est pourtant leur arme, pas la nôtre. Le gouvernement israélien invite la population de Gaza

à fuir le nord d'une bande de terre de 35 kilomètres et bombarde le sud. Et quand les impérialistes français ou américains justifient leur appui à Netanyahu au prétexte du terrorisme du Hamas (une organisation obscurantiste qui ne représente en rien les intérêts du peuple palestinien), c'est pour masquer le terrorisme d'État qu'Israël accomplit avec ses énormes moyens militaires.

Et nous ?

Face à tout cela nous, travailleurs, que pouvons-nous faire ? D'abord dénoncer collectivement ce massacre. Notre malaise individuel deviendra une force si on se regroupe, internationalement. Les Palestiniens ne peuvent compter sur aucun État capitaliste, qu'il soit du Moyen-Orient ou d'Occident. L'écrasante majorité de la population palestinienne fait partie de la classe ouvrière. Une partie sont des ouvriers, travaillant dans les usines israéliennes où ils côtoient les travailleurs juifs ou arabes israéliens, et les travailleurs immigrés venus d'Asie ou d'Afrique de l'Ouest, soumis eux aussi à l'exploitation patronale. Leur sort résonne à cette heure dans l'esprit des travailleurs d'Algérie, du Liban et de tant d'autres pays. « Les travailleurs n'ont pas de patrie », écrivaient en 1848 Marx et Engels, les auteurs du Manifeste du parti communiste... Et les Palestiniens moins encore que les autres. Rien ne ferait plus peur aux classes dominantes que l'union des exploités, quelles que soient leurs convictions religieuses, leur langue ou leur nationalité : seule la puissance sociale du monde du travail pourra renverser le colonialisme et l'oppression !

Des trous dans la raquette... et dans nos porte-monnaies !

Un peu partout à PSO, les bureaux se vident ; et ce n'est pas à cause des vacances ! La direction recrute, ou plutôt renouvelle son quota d'alternants. Mais des CDI, on n'en voit plus arriver. Pourtant, il devient urgent de remplacer les nombreux départs.

Que ce soit à la sécurité, la cartographie, à DFT ou au réseau, il manque des chefs et des agents. Et ce n'est pas faute de pointer depuis longtemps la charge trop importante des Ressources humaines, qui fonctionnent aussi avec beaucoup d'alternantes.

Pendant que la direction se prépare sans doute à nous féliciter pour notre performance, nous n'en pouvons plus. Nous n'avons pas l'intention d'aller jusqu'au burn-out pour des salaires notoirement insuffisants.

A la direction de casser sa tirelire pour embaucher.

La direction dans sa bulle

Malgré une journée sécurité portant sur le risque routier et les risques liés aux substances psychoactives, lors du pot de départ des cheffes d'agence et de service à Suresnes, les coupes de champagne étaient pourtant au rendez-vous.

Si c'est plaisant de boire quelques bulles, on ne peut que constater qu'il y a deux poids, deux mesures, quand ça concerne la direction. Et en plus, tout le monde n'avait pas été invité !

Quand Suez contribue à la déforestation...

Nous avons tous eu la surprise de recevoir à la maison un beau magazine de la part de notre PDG. Faisant l'éloge des activités du groupe, elle nous invite à « repenser la préservation de la ressource ». Il y a même une double page sur le green washing... Il faut dire que Suez en connaît un rayon !

Ils feraient mieux d'économiser du papier et d'augmenter nos salaires, au lieu de dépenser tout cet argent pour envoyer ce baratin à des milliers de salariés.

La déforestation mondiale continue

La 26e conférence internationale pour le climat qui s'était tenue à Glasgow, en Écosse, en 2021, avait vu 145 États s'engager à mettre fin à la déforestation et à la dégradation des terres d'ici à 2030. Eh bien c'est mal barré. Une vaste coalition d'ONG et d'organismes de recherche vient tout juste de publier un bilan qui montre que loin de régresser la déforestation mondiale se poursuit. Elle a augmenté de 4 % en 2022 par rapport à 2021. Près

de 6,6 millions d'hectares ont disparu, dont 4,1 millions d'hectares de forêts primaires tropicales, extrêmement précieuses pour le climat, la biodiversité et la régulation de différents cycles, tel celui de l'eau. Le capitalisme continue de saccager la planète.

Des papiers pour tous !

Des centaines de travailleurs sans papiers ont enclenché mardi dernier un mouvement de grève dans une trentaine d'entreprises en Île-de-France pour réclamer leur régularisation. Essentiellement originaires d'Afrique, ils ont pénétré dans les locaux de trente-trois entreprises du bâtiment, de la logistique, du nettoyage ou encore de la distribution où ils sont employés, principalement à Paris et en Seine-Saint-Denis.

Nombre de ces entreprises travaillent sur les chantiers des futurs Jeux olympiques de Paris. À quelques pas du Stade de France, une trentaine d'entre eux se sont introduits au siège d'une entreprise d'intérim à Saint-Denis où certains scandaient « Pas de JO sans papiers ». La majorité des grévistes travaillent sous le statut d'intérimaires pour des sous-traitants, notamment au bénéfice de géants comme Veolia, Chronopost ou Carrefour.

Vous avez dit liberté d'expression ?

Vendredi 20 octobre à six heures du matin, des policiers ont débarqué chez Jean-Paul Delescaut, secrétaire départemental de la CGT du Nord. Lui et une autre syndicaliste ont été gardés à vue la matinée. Motif : un paragraphe dans un tract de soutien à la Palestine où on peut lire : « Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées, depuis samedi 17 octobre, elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées. » Formule discutable, mais on est loin de l'« apologie du terrorisme » pour laquelle le parquet a ouvert une enquête !

Le Rassemblement national fait front commun avec le gouvernement

Depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre, le parti d'extrême droite soutient la riposte sanglante de Netanyahu, participant même à la « marche de solidarité » avec Israël le 9 octobre... autorisée par le gouvernement ! Pas de « barrage républicain » quand il s'agit des intérêts des impérialistes au Moyen-Orient. Côté RN, il s'agit plus pour Bardella et Le Pen de lisser l'image du parti, repaire d'antisémites notoires, et d'apparaître comme « responsables », prêts à gouverner sans rupture avec la politique étrangère de l'État français.